

Le Libertaire

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à SOUSTELLE

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE
9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10°)

Chèque postal : Soustelle 516-67 Paris

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE :	POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 10 fr.	Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr.	Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Lettre ouverte aux Révolutionnaires

ARMONS-NOUS !

Camarades,

Le temps est révolu où nous pouvions nous contenter de démontrer notre force en des meetings ou en de pacifiques manifestations.

Devant les faits qui se sont produits la semaine dernière, toute parole, tout écrit deviennent vains et superflus s'ils ne sont le prélude de l'action.

Quand l'alarme fut donnée, en ces colonnes, contre le fascisme grandissant d'audace, ou nous taxa de pessimisme et de romantisme.

Et pourtant les faits viennent de nous donner raison, plus vite, même, que nous le croyions.

Les voyous d'Action Française ont commencé leur offensive — et ils annoncent que ce n'est qu'un simple avertissement.

Aujourd'hui, ils s'en prennent aux hommes de gauche ; ils annoncent que, demain, ils s'attaqueront à tout ce qui se dit révolutionnaire.

Le gouvernement — malgré ses déclarations à la Chambre — soutient et favorise l'entreprise des apaches de Léon Daudet.

Les Unions Civiques n'attendent qu'un signe pour s'allier aux hordes de décevateurs dans leur besogne de destruction.

Les journaux de droite : de l'Echo de Paris à l'Action Française, en passant par le Figaro et le Gaulois, soutiennent ouvertement, en des articles apologétiques, les attentats royalistes.

Toutes les forces de réaction se groupent autour des petits bandits de la rue de Rome.

Allons-nous, enfin, prendre les mesures nécessaires à anéantir cette bande ?

Entendons-nous bien ! Il ne s'agit pas de prendre parti pour les bourgeois qui furent molestés — car ceux-ci n'ont jamais eu de paroles réprobatives pour les massacres d'ouvriers par les lices dans les manifestations — ils ont été ou veulent être au Pouvoir, et, par conséquent, ils sont de ceux dont la classe ouvrière doit se méfier.

Il ne s'agit pas, non plus, de soutenir les institutions républicaines — que nous considérons comme un attentat permanent et monstrueux contre la classe ouvrière.

Il s'agit de défendre l'existence de nos groupements ; d'empêcher que notre propagande soit rendue impossible ; de défendre nos militants contre les attentats dont les royalistes nous menacent dans leur immonde journal.

Il s'agit de s'opposer à ce que l'idée révolutionnaire soit bâillonnée en notre pays.

Et le temps est venu où la réaction liguée contre nous menace de nous anéantir — comme Mussolini a anéanti les révolutionnaires en Italie.

Que devons-nous faire ?

Trois hypothèses d'action se présentent à nous :

1° Obtenir le gouvernement à sévir contre les camelots du Roy.

Il est inutile de dire que cette méthode ne peut être la nôtre — car nous répudions le gouvernement ; nous l'accusons d'impotence, lorsqu'il se prétend représentant du peuple ; nous le savons composé de nos ennemis de classe ; sa politique est une politique d'assassinat ; et nous ne voulons pas, même contre nos ennemis, nous servir de la police, car nous haïssons trop cette éminence insurrectionnelle pour nous faire, même accidentellement, ses pourvoyeurs ; nous avons trop de mépris pour les magistrats ; pour qu'ils nous livrent un nom, fût-il le plus vil, comme Léon Daudet.

Nous sommes contre toute répression, contre tout gouvernement, et par conséquent, nous dénonçons à n'importe quel Etat le droit de s'ingérer dans nos affaires.

Au surplus, le gouvernement — et c'est ce qu'il vend la situation particulièrement grave — a pris fait et cause pour les matraqueurs. Le gouvernement, assemblée de couards, n'a qu'à lire que Daudet désire l'arrestation d'un homme pour que celui-ci se voit enfermé à la Santé.

Cette attaque royaliste fait, même, partie du plan gouvernemental — car Poincaré voit dans cette offensive le moyen de se débarrasser de ses adversaires.

Donc, cette première hypothèse doit être écartée.

2° Constituer un bloc de toutes les forces dites de gauche.

Ceci, encore, est impossible.

Nous ne pouvons songer à faire alliance avec les radicaux — quand ceux-ci furent au Pouvoir, les militants ouvriers furent traités avec la même rigueur que nous Poincaré ; nous ne pouvons, non plus, nous allier avec les S.F.I.O. ; car quand trois des leurs firent partie d'un ministère, on emprisonna

Nous connaissons la collusion chaque jour plus avérée de Poincaré et Daudet.

Voici mieux : Millerand, ce président de l'apostasie, le renégat de Saint-Mandé, a adressé la lettre suivante au chef des camelots du Roy, Rêal del Sarte, qui lui offrait le concours de toutes les forces de l'A. F. : « toutes les fois qu'il ira dans le sens des intérêts de la patrie » : « Le Président de la République ».

« 2 janvier 1923.

« Mon cher Maître,

« Je vous remercie de votre lettre. Elle est celle d'un bon Français qui, non content d'avoir prouvé pendant la guerre comment il comprenait et remplissait son devoir, continue, la paix venue, à tout subordonner à l'amour et à l'intérêt de la France.

« Croyez, je vous prie, à mes sentiments les meilleurs.

« Signé : Millerand. »

C'est un satisfecit on ne peut plus caractéristique que Millerand délivre aux camelots du Roy ; c'est une approbation de toute leur politique d'assassinat qu'ils annonçaient dès octobre 1922. C'est en même temps l'annonce que lui, Millerand, prenait bonne note de cette offre de service et qu'il s'en servirait le cas échéant. Et c'est, aussi, une lettre affectueuse adressée à un chef de camelots du Roy.

Eh bien ! puisque le président de la République ne craint pas de violer la Constitution pour se mettre aux côtés de Daudet ; puisque tout le ministère favorise et encourage les entreprises fascistes ; puisque l'Etat-Major met ses armées au service de l'offensive anti-révolutionnaire ; tant mieux !

Comme cela, la lutte se dessine nettement. C'est la guerre à mort entre toutes les forces du Passé, toutes les forces mauvaises du Présent criminel contre les forces ouvrières de l'Avenir Humain.

C'est pas une guerre civile que déclanchera la première, attentat fasciste : c'est une révolution !

La lutte de classes atteint là un point

culminant ; de l'issue de cette action dépendra : ou le renforcement du capitalisme, de l'autorité et de l'exploitation de l'homme par l'homme ; ou le triomphe de la Liberté, de l'émancipation totale du prolétariat et la disparition du salariat, de l'Etat, de la guerre.

La réaction est armée : il faut que les forces révolutionnaires le soient aussi. Aux armes ! camarades, la situation l'exige.

Car, quand le combat commencera, nous ne nous contenterons pas d'anéantir la réaction, nous en profiterons pour abolir le régime de boue et de sang qui nous opprime.

Ah ! les potentats veulent nous opprimer davantage ! Ils trouvent que notre sort n'est pas encore assez malheureux ! Ils veulent nous empêcher de propager notre foi en un meilleur Devenir !

Ils devraient pourtant savoir qu'on ne retourne pas en arrière. L'Humanité poursuit son évolution vers le Bien-Etre, et nous saurons défendre la cause de la révolution.

Si nous ne perdons plus un seul instant ; si nous nous groupons immédiatement ; si nous nous armons suffisamment ; si nous nous assurons de leurs repaires, nous leur ferons voir que le peuple de 89 et de la Commune a des descendants, et que ceux-ci ne le cèdent en rien à leurs devanciers.

Mais il faut nous mettre à la besogne, dès aujourd'hui, car pendant que nous pérorons, l'ennemi se groupe, s'arme et se concentre.

La réaction trame son complot dans l'ombre.

Préparons notre défense ! L'heure est à l'action !

Voilà, mes chers camarades, ce que je tenais à vous dire en cette période grave pour les forces de révolution.

Il faut nous armer pour anéantir la réaction, si nous ne voulons pas être écrasés. Question de vie ou de mort.

Puisse ma faible voix être entendue !

Louis LOREAL.

La Santé, ce 5 juin 1923

Bravo, les gars du Bâtiment !

Pour amener à composition la Fédération Unitaire du Bâtiment, qui ne s'incline point sous la férule moscovitaire et affirme toujours son indépendance, le Parti Communiste met tout en œuvre : les bons comme les pires moyens, les pires surtout.

Le Syndicat Unique du Bâtiment du

département de la Seine ayant convoqué pour dimanche dernier ses quatorze sections, afin de mandater ses délégués en vue du prochain Congrès de sa Fédération, le Parti Communiste ne s'avisa-t-il pas d'adresser la lettre suivante à ses adhérents, membres en même temps dudit syndicat :

Paris, le 22 mai 1923.

FEDERATION DE LA SEINE
PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)
130, rue Lafayette, Paris.

Camarades,

Vous êtes invités à assister à la réunion des camarades adhérents au Syndicat Unique du Bâtiment, membres du Parti Communiste, qui aura lieu le vendredi 1^{er} juin, à 20 heures 30 précises, au siège du Parti.

A l'ordre du jour figure, entre autres questions, la tactique à adopter pour l'Assemblée générale du S.U.B., qui doit avoir lieu le dimanche 3 juin, à 9 heures du matin, salle Ferrer, Bourse du Travail.

Un pointage des camarades présents sera fait à l'entrée, c'est vous dire que votre présence est obligatoire.

Fraternelles salutations.

N.B. — La présente convocation est personnelle. Elle sera exigée à l'entrée ainsi que la carte du Parti.

Ainsi, un Monatte, syndiqué à la C.G.T. réformiste, un Tommasi, jadis vice du secrétariat de l'Union des Syndicats de la Seine, traquent, au nom du Parti, aux quelques douzaines d'adhérents du Bâtiment, ayant répondu à leur sommation, la ligne de conduite à observer durant une réunion syndicale.

C'est cela, sans doute, que le jeune Monomousseau appelle le respect de l'autonomie syndicale.

En tout cas, il y eut un beau boucan, au début de l'Assemblée générale du

LA COMMISSION SYNDICALE.

S.U.B. Les gars de la bâtisse signifient aux bolcheviks qu'ils en avaient assez de leurs agissements, et à une forte majorité, blâmèrent le Parti Communiste de s'être mêlé de ce qui ne le regardait pas. Première tape.

La deuxième fut plus magistralement appliquée encore.

Aux nco-communistes qui s'efforçaient d'entraîner le syndicat, pieds et poings liés à Moscou, celui-ci répliqua à leur invitation pressante, et menaçante parfois, par la motion ci-dessous votée à la presque unanimité :

Les adhérents du Syndicat Unique du Bâtiment du département de la Seine, après avoir entendu divers camarades, confirment toute la ligne de conduite syndicaliste révolutionnaire observée par leur organisation, avant, pendant et après la guerre.

S'affirment partisans d'une Internationale nettement syndicaliste, mais se refusent à toute liaison avec les partis politiques, ce qui serait une cause de désorganisation.

Fidèle à l'esprit de Pelloutier, le S.U.B. considère que seul le syndicalisme a des capacités d'action directe, de lutte de classes, et demande à la Fédération du Bâtiment de rester syndicaliste et seulement syndicaliste.

Alors, la déroute des bolcheviks — tueurs du syndicalisme — s'accomplit lamentablement. Et les as de la Commission Syndicale du Parti, qui attendaient dans les couloirs de la Bourse du Travail les résultats de leur essai de subordination, firent un nez long d'une aulne.

Bonne journée, dimanche, pour le syndicalisme. Espérons que nous en aurons de nombreuses pareilles à celles-ci et qu'en province les syndicats de la Fédération du Bâtiment marcheront d'un pas sur les pas de celui de Paris, dont personne n'osera nier la valeur révolutionnaire.

Voir en 2^e page

Voir en 3^e page

L'article de nos délégués au Comité Central d'Action, article approuvé par le Comité d'Initiative de l'U. A.

De l'Antimilitarisme à l'Anarchie

« Un homme peut haïr un autre homme, un homme peut tuer son semblable. Mais les grands meurtres collectifs n'existent naturellement pas. Avec le régime du volontariat militaire, la lutte pour la vie se manifeste autrement que par d'artificielles batailles rangées de peuple à peuple. Le caecier des guerres nationales finirait par guérir, grâce à la diminution progressive du nombre de guerriers.

Seulement, ces guerres sont la conséquence fatale et le soutien nécessaire de l'organisation capitaliste des sociétés dites civilisées.

Aux luttes dynastiques et politiques comme les conducteurs de races aux époques des grandes émigrations humaines, aujourd'hui les conducteurs de peuples se disputent férocelement les richesses du globe. La propriété privée ne peut que provoquer des conflits entre personnes ; la propriété nationale engendre forcément des heurts entre nations. Il faut des troupes pour conquérir et garder les marchés. Mercure a besoin de l'aide de Mars pour exploiter ses monopoles.

La guerre aussi « assainit » les sociétés. « On croit que les puissances se combattent. Non ! Ils s'entraident », disait Victor Hugo. La guerre leur permet de « dompter la révolte des naifs que l'on écrase en une seule opération de police à partie double ». Il est si facile de tromper les victimes de cet écrasement réciproque : « Mettez — remarquait Harrington — des petits chiens dans un sac et secouez le sac, tous les chiens se mordent entre eux. Il ne viendra à aucun l'idée de mordre la main qui les secoue. » Aussi, quand les peuples deviennent trop conscients et dangereux, on se hâte de les jeter les uns contre les autres, de les abrutir par d'illusoirs unions sacrées, de les griser par la fumée des victoires à la Pyrrhus.

La guerre, enfin, justifie l'existence d'armées indispensables au maintien de l'ordre bourgeois : la caserne est une école de résignation, les régiments permettent de briser les révolutions et les grèves. « L'art politique consiste à diviser pour régner, à couper le peuple en deux et à dompter une des moitié avec l'autre. » (E. Renan : *Caliban*.)

Art dangereux, évidemment : « Le régime capitaliste qui s'appuie... sur des effectifs nombreux, bien encadrés, bien équipés, risque de périr par eux. Ce qui fait sa vigueur suprême peut faire sa faiblesse suprême. Il doit trembler devant son armée comme les empereurs romains devant leurs légions ou comme les marchands de Carthage devant leurs cohortes numides. (Paul Louis.) Les maîtres savent fort bien que « les soldats ont un cerveau et qu'il est imprudent de jouer avec le feu ». Mais ils savent aussi que « tout régime oligarchique ne subsiste qu'autant qu'il a la force... ne tire ses possibilités de défense que de son armée ». (Ibid.)

Il veulent donc jalousement sur la « santé morale » des troupes et se gardent de travailler vraiment à la pacification du monde. Au mépris de toutes les promesses faites au cours des hostilités, le principal souci des diplomates, à la dernière Conférence de la Paix, fut de rendre inévitable, dans un avenir tout proche, le retour des catastrophes béniées. Qu'on se rappelle la comédie du désarmement de l'Allemagne : « Les capitalistes français, pour sauver les capitalistes allemands de la révolution ouvrière, se sont refusés à désarmer l'Etat allemand. Les offres présentes de l'Allemagne justifient, aux yeux des impérialistes français, les manières sales des drapeaux de 700.000 hommes. » (Manifeste des Jeunes Communistes.) Financiers, gros industriels, politiciens sont parfaitement convaincus que désarmer le monde serait ôter aux privilégiés leur armure en même temps qu'une abondante source de profits.

Ainsi la guerre, la paix armée sont des quasi fatalités dans les conditions économiques actuelles. Il faut des soldats. Il en faut toujours davantage, car les luttes sont de plus en plus meurtrières, les privilèges de la bourgeoisie de plus en plus menacés. Et, comme l'esprit guerrier va s'affaiblissant, le capitalisme est acculé à l'impérieuse nécessité d'imposer la servitude militaire, de pousser les hommes vers les abattoirs à coups de fouet.

Est-ce à dire que la chute de la société capitaliste entraînerait celle du militarisme ? — Pas forcément. Beaucoup de révolutionnaires accepteraient fort bien le principe de l'esclavage guerrier dans la lutte de classes. Ils ne parlent point de détruire l'armée ; ils prétendent la conquérir. « Au service de la classe ouvrière », dit Raoul Verfeuil — nous devons, en tant qu'insurrection, la considérer comme l'ennemie jusqu'au jour où nous pourrions, à notre tour, nous en servir pour assurer la domination du prolétariat. » (Le Populaire, 1^{er} août 1920.) « Toute

notre doctrine communiste condamne la désertion comme maladroite et négative », déclare P. V. Couturier (*Humanité* du 18 mars 1923). « Pars à l'armée, — conseille-t-on au conscrit —, pour y être soldat communiste... Souviens-toi que tu n'appartiens pas à ceux qui le commandent mais à la classe ». (Manifeste des Jeunes) Et on l'exhorte à « ne marquer aucune défaillance dans l'accomplissement de ses devoirs militaires », à ne pas se laisser aller à un accès de colère... qui entraînerait les pires conséquences. On lui suggère presque de fusiller, par ordre, des innocents pour éviter d'être expédié aux travaux publics par les « verminards de la gradaille ». (*Humanité* du 14 avril 1923.)

Avant conquis, par son zèle, les galons d'adjudant dans l'armée tricolore, le communiste pourra faire un excellent chien de quartier dans la future armée rouge — levée, s'il le faut, par des moyens violents et fortement disciplinés. « Pas de révolution sans violence, pas de violence sans armée, pas d'armée sans discipline » dogmatise Monmousseau. Et il précise : « Plus l'armée prolétarienne rencontrera de résistance, plus elle devra... élargir les bases de son recrutement et réviser ses règles de discipline. » (*La Vie Ouvrière* du 28 avril 1922.)

Au nom des nécessités révolutionnaires, on prétend remplacer par un képi « le bonnet phrygien anarchique du spectre rouge », changer le fusil de l'insurgé par le sabre d'esclave du soldat. A l'armée libre de la révolte qui livrerait d'implacables guerillas, on n'existerait que des subdivisions à tout instant consenties, dont les unités se formeraient et se dissoudraient spontanément, — on substituerait des légions d'esclaves qui lutteraient sol-disant pour la liberté. Quelle dérision !

Oh ! sans doute l'on affirme que ces légions ne seraient que transitoires !... Comme dans la Russie des Soviets, progressivement, on est passé du service volontaire de six mois au service obligatoire pour tous les hommes valides ! Quelle folie de croire que des dictateurs militaires-révolutionnaires peuvent bénévolement consentir à briser l'instrument de force qu'on a l'imprudence de leur confier ! Il faut, pour les v contraindre, de nouvelles révolutions qui demeurent inefficaces et en préparent d'autres tout aussi inutiles tant qu'on ne s'attaque pas à la racine du mal : au principe d'autorité.

Pour délivrer l'homme, à jamais, du cauchemar de l'uniforme, il ne suffit point de détruire le Capitalisme ; il faut aussi détruire l'Etat. Il faut rendre impossible, non seulement l'exploitation légale de l'homme par l'homme mais aussi toute oppression légale de l'homme par l'homme. Exploitation économique, oppression politique, esclavage militaire s'impliquent mutuellement. Supprimez l'Etat, le capitalisme et le militarisme s'effondrent, et l'Etat subsiste sous une forme ou sous une autre, — l'exploitation renaît et l'armée reste nécessaire comme soutien de l'Etat : l'impôt du sang est la rançon de toute dictature.

Il est deux sortes d'antimilitarisme : l'antimilitarisme conditionnel des autoritaires et l'antimilitarisme absolu des libertaires.

Le premier est subordonné à des intérêts. Opportunisme par essence, il peut se muer, le cas échéant, en féroce militarisme. « Ondoyant et divers », il a inspiré « le jusqu'aboutisme » des hérétiques d'avant-guerre, « le boukharisme » des nco-communistes, la peur du désarmement bourgeois chez Louise Bodin. Il dérive de cette idée : que l'individu n'est rien, qu'on peut en faire de la chair à canon, l'immoier à des intérêts. Et, suivant que ces intérêts (qu'on appelle collectifs ou de classe) sont ou ne sont point en harmonie avec les intérêts de telle caste ou oligarchie, l'on est ou militaire-esclavagiste ou fougueux adversaire de l'armée.

L'autre, — l'antimilitarisme libertaire, — ne fait de concessions ni à la nécessité ni à des intérêts — si légitimes soient-ils. Considérant l'individu comme la seule réalité sociale respectable, il n'admet pas qu'on fasse de lui un instrument passif, une simple machine à tuer. Il répudie — non la libre violence défensive — mais la violence commandée, le meurtre et le martyre obligatoires, l'esclavage sanglant — blanc, tricolore ou rouge, peu importe !

Vous tous qui avez le dégoût et la haine de cet esclavage, acceptez-vous qu'une révolution victorieuse puisse exiger le hideux serment qu'arrache au conscrit russe le Gouvernement des Soviets ? « Je m'engage... à exécuter sans murmurer tous les ordres des chefs nommés par le gouvernement ouvrier et paysan... Que s'abrite sur moi le bras redoutable de la Justice révolutionnaire si jamais je cède à la mauvaise pensée de violer ce vœu solennel. » (Décret de Trotsky : 26 mars 1922.) Si un tel vœu de servitude vous répugne, si vous êtes

Voir en 2^e page

L'appel en faveur de l'Assemblée plénière de la Fédération Anarchiste de la Seine.

Voir en 3^e page

L'article de nos délégués au Comité Central d'Action, article approuvé par le Comité d'Initiative de l'U. A.

convaincus que tout homme appartient à lui-même, — vous devez logiquement vous joindre aux libertaires pour lutter contre les deux institutions monstrueuses dont, l'Armée n'est que la conséquence et le soutien : le Capitalisme et l'Etat. Vouloir abattre le militarisme tout en respectant les privilèges politiques et économiques des bourgeois et nationaux qui s'abritent derrière — est un rêve de fou. L'antimilitarisme rationnel conduit nécessairement à l'anarchisme. La lèpre des grands meurtres collectifs ne peut être guérie que par le communisme libertaire. Par lui seulement, le monde, sans être un Eden, peut ressembler davantage à ce bienheureux royaume de Tryphème « où l'on ne répandait pas d'autre sang que celui des vierges et celui des petits poulets... »

J. CALY.

Ce n'est pas vrai !

La Vie Ouvrière, qui paraît sur 6 pages à partir du mois de juillet, nous annonce, en outre, que ses ventes — passablement élevées — sont étonnantes grâce à ses souscriptions. La Vie Ouvrière ment-elle effrontément ? Ici nous savons ce qu'est la vie d'un hebdomadaire. Combien il est difficile de boucler le budget d'un organe comme le nôtre. Et nous affirmons que si la Vie Ouvrière a pu payer ses dettes ce n'est pas avec le montant des souscriptions annoncées dans ses colonnes. Avec quel argent donc ?

A la question est posée et la Vie Ouvrière ne l'éclaircit point.

Le Parti communiste et la grève électorale

Dans son éditorial du 5 mai 1923, l'Ordre Communiste (hebdomadaire officiel des Fédérations communistes du Midi) livre aux méditations de ses lecteurs de fort judicieuses remarques sur la poursuite parlementaire : « Dire-t-on que la présence de communistes à la Chambre est nécessaire, que leurs interventions à la tribune, si elles n'ont pas d'importance sur les votes, sont cependant un moyen de propagande ? Mais la voix de nos camarades ne parvient pas jusqu'aux masses populaires. Combien de travailleurs ont le loisir de lire le Journal officiel ? Ils lisent les feuilles bourgeoises dont les comptes rendus parlementaires ne sont autre chose, lorsqu'il s'agit d'une intervention communiste, que d'impudentes falsifications. »

« Au reste, le Parlement est descendu trop bas dans l'abjection ; et il ne convient plus que nos camarades fréquentent ce triptot. Par dignité d'abord, aussi parce qu'il est bien difficile d'échapper totalement à son influence délétère. Et, en général, il faut éloigner d'eux toutes les occasions d'enveloppement et de séduction qui naissent d'un contact permanent avec les représentants qualifiés de la bourgeoisie. A son égard, il y a eu, il y a, il y aura, tant que ceux qui le composent ne se débarrasseront pas de leur rôle de l'ancien Parti unifié sont passés au communisme, la grande majorité des élus, législateurs et municipaux, sont restés prisonniers de la collaboration des classes et de l'union sacrée... et, de jour en jour, s'éloignent de la flamme révolutionnaire. »

« Par conséquent, ces réflexions, mais sans passer outre chez les néo-communistes. Il ne reste plus qu'à convertir les élus et les futurs candidats. Seulement, la conversion sera peut-être difficile, malgré la promesse que « pourvoir à l'utilisation rémunérée des élus actuels ». Le rôle de pître dans la farce parlementaire a apparemment des avantages, puisque les représentants communistes, malgré leur impuissance, aiment toujours respirer l'atmosphère empoisonnée du Palais-Bourbon. Sébastien Faure leur conseillait de sortir en claquant les portes. De leurs camarades communistes, leur vient le même conseil. Ils ne daignent point entendre. Bien plus : P. Vaillant-Couturier fait de la propagande pour agrandir le collège électoral. Si les soldats avaient le droit de vote, la Chambre, n'est-ce pas, cessait d'être « un triptot. »

« Soyons raisonnables. » En l'absence d'une Houzaine d'élus et le bénéfice de leurs déplacements gratuits » sont des avantages matériels trop importants pour qu'on hésite à leur sacrifier la santé morale du Parti. Mais nous nous : devant le suffrage universel, devant un arbitre de plus en plus désqualifié, de plus en plus égaré et perverti par les pratiques de la bourgeoisie parvenue », le Parti communiste n'est pas près de faire défaut — malgré la rude franchise de quelques militants sincères. Avant que la thèse abstentionniste devienne orthodoxe, bien de l'eau passera sous les ponts et bien des bulletins rouges dans les urnes. « Répudier toute ingérence dans les institutions politiques du régime abominable que nous subissons » est un acte de courage qu'il ne faut point demander à des politiciens. »

En préconisant la grève électorale « nous résumons, peut-être — dit l'Ordre Communiste — l'hostilité hargneuse des anarchistes. » Pas tout à fait, car même, se tenant à l'écart de la foire aux mandats, le Parti n'en recueille pas moins « un foyer d'insécurité et d'ambiguïté », parce qu'il vient à la conquête, non à la destruction du pouvoir. N'empêche qu'on applaudirait si dans une crise inattendue de dignité, Cachin et ses collègues crachaient de dégoût à l'idée qu'ils puissent si longtemps supporter les pestilences d'un triptot. »

J. G.

A Samedi prochain

C'est samedi, les amis, 9 courant, à 21 heures, qu'a lieu, 49, rue de Bretagne :

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE DE LA SEINE

Ordre du jour :
Comité d'Action ;
Discussion sur les dernières manifestations ;
Vitalité de la Fédération ;
Nomination d'un Comité d'Initiative ;
Venez nombreux, les camarades, faire entendre votre point de vue.

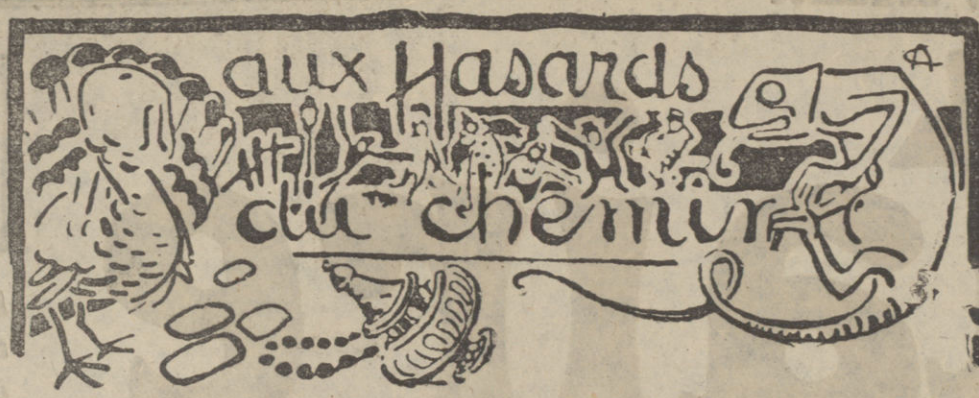
Fédération Anarchiste du Nord et du Pas-de-Calais

Groupe de Lille

Samedi 16 Juin, salle Ste-Anne, rue Léon-Gambetta (L'heure sera ultérieurement indiquée)

GRANDE CONFÉRENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTION par le Camarade FÉRALD, de l'U.A.

Sujet traité :
La classe ouvrière devant les partis politiques



La décade de la C. G. T. U.

La C. G. T. U. de la C. G. T. U., dans sa réunion du 29 mai, a adopté une résolution grâce à laquelle est confirmée — si tout est fait — la vassalité de notre organisation syndicale à la camarilla de Moscou. Prenons cette résolution publiée par l'Humanité du 2 juin, et nous lisons les phrases suivantes :

RESOLUTION

La C. G. T. U. de la C. G. T. U., appelée à examiner la situation internationale créée par l'attitude belliqueuse de l'Angleterre à l'égard de la Russie des Soviets, estime que les menaces de guerre se précisant de plus en plus, elles doivent prendre la première place dans les préoccupations actuelles du mouvement révolutionnaire. Ainsi, l'occupation de la Ruhr par le gouvernement français constitue la première manifestation impérialiste des gouvernements de l'Entente dont l'attitude dirigée contre la République des Soviets est le prolongement caractéristique.

Ainsi, la C. E. Confédérale considère que la défense de la Russie des Soviets constitue la tâche la plus importante à accomplir. Elle prend parti dans la dispute anglo-russe — alors que cette dispute n'est qu'un désaccord commercial. Alors que cette dispute n'est que la manifestation d'un conflit d'intérêts entre deux nations, la Russie ne provient que de l'exigence des deux parties.

Ce sont deux commerçants qui cherchent à se rouler mutuellement et le prolétariat ne saurait en rien être mêlé à ces combinaisons malodorantes — comme tout ce qui est affaire d'argent.

Mais où nos « leaders » confédéraux se font de nous, c'est lorsqu'ils veulent nous faire accroire que l'occupation de la Ruhr est dirigée contre... les Soviets. Nous sommes — et nous l'avons montré — contre cette entreprise criminelle — mais c'est pour d'autres raisons que cela.

Et la Russie, que le socialisme, n'a aucun parenté avec la Ruhr, si ce n'est le mariage de Tchitchérine avec la fille de feu Rathenau.

Mais je ne pense tout de même pas que ce sont les diaboliques des actions de Tchitchérine que la C. G. T. U. veut confondre avec la Révolution russe.

Où l'histoire se renouvelle.

Mais où la C. E. va diaboliquement fort, dans sa hâte à se faire la fille soumise de Moscou, c'est dans le paragraphe suivant, de la même résolution du 29 mai :

La C. E. estime que tous les moyens doivent être envisagés d'une part pour combattre les dangers de guerre en général, et d'autre part pour soutenir sans réserve la Russie des Soviets, pivot de tout le mouvement mondial contre toute coalition armée des gouvernements capitalistes quels qu'ils soient.

Nous avons désigné Joubert et Cie quand ils menaient le syndicalisme dans la voie de la Défense Nationale ; nous sommes sortis de la C. G. T. U. d'Amsterdam, ce n'est pas pour recommencer les mêmes errements.

Ce paragraphe est un plaidoyer en faveur de cette même « défense nationale » qu'on a tant honnie en 1914.

La Russie des Soviets, que la C. E. dénomme le pivot du mouvement mondial, n'est, pour nous, qu'un Etat politique et, comme tel, assimilable à tous les autres Etats.

Le prolétariat est exploité en Russie comme partout ailleurs — la V. P. P. ayant été définitivement le capitalisme en Russie, et, par conséquent, il ne saurait être question de défendre le gouvernement russe contre un autre gouvernement.

Le syndicalisme est fait pour défendre les exploités et nous disons aux délégués de la C. G. T. U. qui trahissent le syndicalisme en lui faisant servir les buts des gouvernements, de quelque étiquette ceux-ci soient-ils parés.

Le syndicalisme travaille à l'abolition de toute exploitation de l'homme par l'homme ; il faudrait voir à ne pas l'oublier, Messieurs les séides de Moscou !

Courage communiste.

On sait que nos bouillants bolcheviks français sont pleins d'un noble courage. Nous en étions la preuve lors de la manifestation pour Zacco et Vanzetti en novembre 1922.

Nous en avons une nouvelle confirmation par la stance de vendredi dernier à la Chambre.

On sait que Daudet injurie tous les jours les communistes, ainsi d'ailleurs que tous ceux qui ne sont pas ses domestiques.

Nous nous étions étonnés que jamais un député communiste n'ait profité de sa présence à la Chambre pour donner au Boulon du Roy la volée qu'il a tant méritée.

Or, après une séance au cours de laquelle Daudet fut malmené par tous, et dans laquelle le monceau d'immondices de la rue de Rome dégringola sur les communistes, voici que l'Humanité nous narre :

On va voter la confiance. Mais au préalable, Cachin explique son vote :

Cachin. — Nous ne voterons pas pour un gouvernement qui, depuis 17 mois est le prisonnier de Daudet. Nous ne demandons d'ailleurs pas au gouvernement de poursuivre les royalistes. Ces messieurs ne nous effraient nullement. S'ils osaient s'attaquer à nos organisations, c'est nous-mêmes qui nous défendons contre ces fanatiques et ces pantins.

Comme Daudet se met à hurler, Vaillant-Couturier s'élève : « Vous entendez, Daudet, pour une dent, la gauche tout entière ! »

Et face à la droite notre ami leur lance : « Vous ne nous attaquez pas, nous, parce que vous savez bien ce qui vous attendrait. Vous êtes un lâche, monsieur Daudet, le voleur qui dit en face dans les couloirs, tout à l'heure, et vous avez balbutié misérablement des paroles de lâcheté ! »

Daudet et sa bande tentent le poing. Dédalieux, Vaillant laisse tomber avec un geste significatif :

« Pas plus haut que les fesses ! » Et nous constatons : 1° que Vaillant-Couturier a été face à face avec Daudet et qu'il n'a pas eu le courage de lui infliger la correction qu'il méritait ; 2° que devant les insultes de Daudet il ne trouve qu'une phrase de Ploch à lancer... ce qui est évidemment beaucoup plus facile à dire qu'à mettre en application.

Et ceci me remet en mémoire l'histoire de trois gosses qui s'en allaient à l'école. Au cours du chemin, deux d'entre eux en vinrent aux insultes, à la suite d'une discussion. Alors l'un des deux antagonistes fit au troisième ce qu'il lui fallait : « Retiens-moi ou je vais faire au mieux ! »

Il est vrai que Vaillant-Couturier n'est qu'un enfant terrible... en paroles !

Stratégie politique.

Nos révolutionnaires communistes viennent de se signaler de nouveau par une de ces « actions de classe » dont ils ont seuls le secret.

On sait qu'à la suite des agressions de plus en plus audacieuses de la camelote royale, la Ligue des Droits de l'Homme avait envoyé une circulaire à tous les partis de gauche pour les inviter à former une alliance contre-royaliste.

Le Bureau Politique du Parti Communiste s'étant réuni le 2 juin, a refusé l'offre de la Ligue. Et voici quelle décision fut prise pour motiver ce refus :

Le Bureau Politique du Parti n'a pas accepté de se rendre à l'invitation qui lui a été adressée par la Ligue des Droits de l'Homme en vue de participer à une réunion préparatoire pour organiser une manifestation commune des groupements de gauche et d'extrême-gauche contre le fascisme d'action française.

La circulaire ne peut avoir confiance dans les groupements bourgeois de gauche pour une action quelconque.

Rendons grâce au Bureau Politique de la modestie dont il fait preuve en se considérant comme porte-parole de la classe ouvrière.

Mais, enfin, pour une fois, sa réponse est si bien révolutionnaire et si nette... s'il ne se trouvait pas dans cette même résolution, un autre paragraphe qui dit que :

En face de l'agitation royaliste qui s'étend à la Ligue Civique et à certaines associations d'anciens combattants, la logique commande à tous les groupements syndicaux ou politiques disposant d'une réelle influence ouvrière et se réclamant du principe de la lutte des classes, C. G. T. U., P. C., P. S., P. S. F., P. S. D., P. S. R., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P. S. G., P. S. H., P. S. I., P. S. J., P. S. K., P. S. L., P. S. M., P. S. N., P. S. O., P. S. P., P. S. Q., P. S. R., P. S. S., P. S. T., P. S. U., P. S. V., P. S. W., P. S. X., P. S. Y., P. S. Z., P. S. A., P. S. B., P. S. C., P. S. D., P. S. E., P. S. F., P.

Pauvre Jaurès !

Le dimanche 3 juin, la petite ville de Carmaux a été le théâtre d'une manifestation qui aurait pu et aurait dû être magnifique. Il n'en a rien été ; et, si je croyais à ce qui se passe dans le monde des vivants, je déclarerais, sans crainte de me tromper, que cette cérémonie fut faite pour attirer et humilier celui qu'elle avait pour but d'apothéoser.

On croit honorer Jaurès en disant que, par ses exceptionnelles facultés, sa vaste culture et sa prestigieuse éloquence, il s'élevait bien au-dessus des classes et des partis.

C'est Herriot, chef du parti radical ; c'est Boncour, chef du parti socialiste ; c'est Cachin, chef du parti communiste ; c'est Jouhaux, chef du syndicalisme réformiste tombé au rang d'un parti : ce sont tous ces discours, qui, sous la forme qui convient à chacun d'eux, expriment cette idée.

J'ouvre une parenthèse : ce langage contient implicitement l'aveu de la pierre estime en laquelle ces citoyens tiennent tous les partis — et, conséquemment, ceux qu'ils dirigent eux-mêmes — puis-je considérer que planer au-dessus, est le fait d'un homme vraiment supérieur. Je ferme la parenthèse.

Ce langage est contraire à la vérité. Celle-ci est que Jaurès qui avait reçu de la nature les dons les plus précieux et dont l'existence stérile avait assuré à ces dons un merveilleux développement, ne trouva l'occasion de donner toute la mesure de ses prodigieuses facultés et de sa remarquable culture, que lorsqu'il cessa d'osciller entre la bourgeoisie et le prolétariat, abandonna la classe capitaliste et se consacra tout entier à la classe ouvrière.

Les années qui précédèrent cette phase de sa vie — la dernière et la plus éclatante — ne furent qu'une préparation, un acheminement, une période de formation qui devait par une ascension méthodique, le conduire jusqu'aux sommets de la pensée socialiste.

Jaurès fut, avant tout, un homme de parti et de classe. Il le fut à ce point que durant les dix ou quinze dernières années de sa vie, il fut écorché, aimé et vénéré par ceux de son parti et de sa classe, autant qu'il fut combattu, haï et insulté par ceux de la classe et des partis adverses.

Un homme politique, un député ne peut pas être au-dessus des partis. Pour qu'il y fût, il faudrait qu'il fût hors des partis et, dès lors, que ferait-il, que pourrait-il faire à la Chambre ?

Donc, en disant que Jaurès était au-dessus des partis, on trahit la vérité.

J'ai été frappé de l'insistance avec laquelle les glorificateurs de Jaurès ont parlé du peu de cas qu'il fit des honneurs officiels et des postes éclatants auxquels il aurait été en droit de prétendre.

Voyons : Jaurès n'aurait-il pas cessé d'être Jaurès, s'il eût, comme un vulgaire Magnin, ambitionné d'être ministre ou, comme un simple Millerand, aspiré à la présidence ?

Je fais à Jaurès l'honneur qui lui est dû, en affirmant qu'il n'eût jamais à lutter contre lui-même, avant que de dédaigner un portefeuille ou une amassade. Je lui rends l'hommage qui lui revient, en certifiant qu'il eût été tout mal à l'aise au sein des cérémonies officielles dont il devait hautainement mépriser l'éclat frivole et l'ordonnance protocolaire.

Qu'un médiocre intrigant, un plat ambitieux, un méprisable arriviste convoitise les vanités et les grandeurs de cette espèce : que, pour s'y pousser, il s'assouplisse à toutes les manœuvres et courbettes d'usage ; qu'il assigne à sa médiocrité un tel but ; rien n'est plus fréquent et rien n'est plus idoine au personnage.

Mais Jaurès ! C'est singulièrement le ravaler que de faire mèche à sa haute intelligence, à sa modestie, à son désintéressement, à ses convictions, à sa probité morale, d'avoir sacrifié ces hochets au culte de son idéal.

Pendant près de vingt ans et quand son magnétique talent eût atteint son plein épanouissement, Jaurès fut la pensée, le verbe et la conscience du parti socialiste ; il eût perdu toute sa maîtrise et son influence, il se fût déshonoré, disqualifié et avili, si eût recherché et même accepté qu'il eût ce rôle de régime auquel il livrait bataille et à l'assaut duquel il entraînait la foule de ses disciples.

Il y a eu, à Carmaux, dimanche dernier, un spectacle quelque peu répugnant : celui de tous ces partis et fractions de parti se disputant l'autorité de son enseignement et le rayonnement de sa glorieuse mémoire. Tour à tour et presque sans exception, tous ceux qui ont parlé ont revendiqué, comme leur appartenant en propre, tels de ses écrits, tels de ses discours, telles de ses attitudes, telles de ses directions. On eût dit des héritiers épiquant autour d'un

testament, discutant ses clauses, interprétant ses stipulations, chaque exécuté s'efforçant à démontrer qu'il est le seul héritier direct du défunt, qu'il en est à la fois le légataire universel et l'exécuteur testamentaire.

Un spectacle plus répugnant encore, c'est celui de ces politiciens de gauche mettant à profit l'érection d'une statue à Jaurès pour se rapprocher, se concentrer et signer le pacte qui, aux élections prochaines, doit leur permettre de piquer plus sûrement les suffrages des votants.

Pauvre Jaurès ! Faut-il donc que le prestige du nom que tu portais et la vénération qui s'attache à ton souvenir servent, par le jeu louche du scrutin, les ambitions qu'abritera, les intrigues, que couvrira et les intérêts que favorisera un tel traité d'alliance électorale ?

Ah ! Comme j'avais raison d'écrire, au début de ces quelques lignes, que, si les morts sont susceptibles de se mouvoir de ce qui se fait chez les vivants, il leur faut de ceux qui le magnifient et prétendent le continuer ! Quelle tristesse et quelle humiliation tu dois ressentir, en les voyant galvauder aussi effrontément ta mémoire.

Pauvre Jaurès !

Sébastien FAURE.

UNION ANARCHISTE En Seine-et-Oise

Dimanche 10 juin, à 9 h. 30 du matin, salle Patin, 110, Grande-Rue, à Chaville.

Grande réunion publique et contradictoire

sur : **Ce que veulent les Anarchistes**

Orateurs : **FERANDEL, LE MEILLOR.**

LES FUYARDS !...

C'était à l'approche de l'« ennemi », la fuite éperdue des Riches sur Bordeaux.

Ces gens ne cessent de harceler les soldats de questions. Depuis plusieurs jours, pour laisser la voie libre aux trains militaires, on les avait trimbalés dans tant de direction imprévues, qu'ils vivaient dans l'inquiétude constante qu'un oubli ou une erreur d'aiguillage ne les envoyât par malencontre du côté du front.

Bordeaux ! Bordeaux ! Ils ne songeaient plus qu'à cela, et pensaient n'y arriver jamais.

Bordeaux ! le paradis terrestre de la guerre, le lieu d'asile où depuis des semaines, se pavanaient les malins dont les automobiles, grâce à certaines influences... avaient pu échapper à la réquisition.

Il y avait une phrase qu'ils répétaient sans cesse, les yeux troubles et la gorge sèche :

— Est-ce que les Boches sont loin d'ici ?

Ils croyaient voir des Boches partout, et la terreur les faisait claquer des dents. Lorsque passaient des groupes de prisonniers allemands, s'occupant à des corvées dans les gares, sous la garde de territoriaux paterne, ils venaient aux fuyards des envies terribles de crier :

— Mais tuez-les ! Tuez-les donc !

Les hommes, s'ils n'étaient pas d'une maigre verdure de cholériques agonisants, présentaient d'ignobles faces de porcs malins.

C'était aussi un doux régal que de se repaître de la vue de leurs dignes épouses. Ces belles madames, les premiers jours de la mobilisation, vêtues de noir, avaient pour suivre la mode, paré dans leurs salons à l'heure du thé patriotique.

Poussières, rides comme des fessiers de vieux pauvres, elles faisaient songer maintenant à de tristes prostituées qui, un matin d'hiver, dépeignées, démaquillées et les yeux miteux, sortaient en frissonnant d'un poste de police, pour monter dans le panier à salade de la Préfecture.

La majeure partie de ces piteux voyageurs ne prenaient même plus la peine de se débarrasser aux fontaines des gares, tant le découragement avait brisé tout ressort en eux.

Les soldats ricanaient en contemplant ces riches en décadence qui réclamaient avec frénésie les grappillons de poux récoltés sur la paille des wagons à bestiaux ou la FEUR des contrainctifs à dormir.

Après de longues stations, les lamentables trains d'exode partaient enfin, et d'autres trains passaient encore.

Des visages angoissés se montraient aux portières.

Bordeaux ! Bordeaux ! Les Boches sont-ils loin d'ici ?

Des gardes-voies, pour manifester leur dégoût de tant de lâcheté, lançaient de gros crachats dans la direction des fuyards. Il y en avait aussi qui grognaient rageusement entre leurs dents serrées :

— Dire que c'est pour défendre les coffres-forts et les salés peaux de ces froussards-là, qu'on nous envoie à la mort...

RUMER BREAUCELO.

Autour du Comité d'Action

Entrés au Comité d'Action contre l'impérialisme et la guerre, après les décisions du dernier Comité confédéral de la C.G.T.U., les délégués de l'Union Anarchiste y ont fait preuve de tolérance et de confiance, persuadés qu'ils étaient de la possibilité pour tous les prolétaires, quelles que soient leurs tendances, de trouver une activité révolutionnaire commune contre les menées impérialistes du gouvernement français et de ses complices de l'Action Française.

Dès la première séance du Comité d'Action renouvelé, les délégués de l'Union Anarchiste obtinrent, sur ce point, pleine et entière satisfaction par la promesse de leur fait, de la part du Parti Communiste, avec l'assentiment de la C.G.T.U. et de l'A.R.A.C., de ne jamais entraver le Comité d'Action, par des détours artificiels, hors des limites strictement antérieures, sur un terrain où l'une des parties contractantes se trouverait, contrairement, pour s'engager, d'acquiescer l'essentiel de son idéal propre.

C'est ainsi qu'il fut convenu, afin de pouvoir mieux lutter en commun contre le militarisme et l'impérialisme français d'aujourd'hui et malgré que les questions de Russie nous tinsent à cœur, aussi bien pour les uns que pour les autres, que le Comité d'Action ne se prononcerait pas sur le nouveau militarisme rouge et le gouvernement des Soviets.

Etait-ce donc la position impossible à tenir ? Ne pouvait-on vraiment pas limiter le champ d'action du Comité à la lutte contre le nationalisme français ? Cela nous paraissait raisonnable, puisque c'était le seul MOYEN pour dresser contre les menées impérialistes de nos gouvernements le bloc menaçant de tous les révolutionnaires vivants dans ce pays.

En tout cas nous fumes, quant à nous, délégués de l'Union Anarchiste, tous nos efforts (au risque de déplaire même à certains de nos compagnons) pour ne pas faillir à la tâche proposée.

Les autres délégués du Comité d'Action n'eurent pas les mêmes scrupules. Jugés en plutôt par l'extrême d'une résolution, nous avons depuis dans l'Humanité, qui nous fut proposée à la séance du vendredi 1^{er} juin :

« La Commission exécutive (C.G.T.U.) estime que tous les moyens doivent être envisagés, d'une part pour combattre les dangers de guerre en général, d'autre part pour soutenir sans réserve la Russie des Soviets, pivot de tout le mouvement ouvrier mondial, contre toute coalition armée des gouvernements capitalistes quels qu'ils soient. »

Par cette résolution, l'action commune devenait impossible et ceux qui la votèrent savaient, de par les accords antérieurement fixés, que son acceptation équivalait à l'exclusion de l'U.A. du sein du Comité d'Action. Car, comme nous l'avons affirmé en cette réunion, si nous sommes prêts à combattre les dangers de guerre en général, nous ne saurions, dans une querelle entre gouvernements, soutenir l'un plutôt que l'autre. Nous ne ferons pas exception pour le gouvernement des Soviets, sous prétexte qu'il se réclame du prolétariat, car, nous le savons, nous tombons dans l'erreur des social — traités de 1914, des Jouhaux et consorts, et malheureusement de certains anarchistes qui prirent, pendant la guerre, la défense de la France en arguant que c'était le pays qui représentait la liberté et qui allait la défendre contre le militarisme prussien que la France voulait détruire !

Fortes des enseignements d'hier, nous savons qu'il est impossible, sans être contre les peuples, de prendre position dans les querelles de gouvernements fomentées par les diplomates qui, tous, agissent secrètement.

Il est évident que la France n'a pas tué le militarisme prussien, elle en a pris plutôt l'héritage, nous craignons que la République des Soviets ne prenne la succession du capitalisme qu'elle dit vouloir anéantir. Voilà pourquoi, tout en nous dressant avec force contre les guerres possibles, nous avons repoussé la résolution de la C.G.T.U., qui a été adoptée par trois voix contre une, en lui opposant la motion suivante :

Le Comité d'Action contre l'impérialisme et la guerre, fondé pour grouper tous les efforts révolutionnaires contre la guerre, quelles qu'en soient les causes et les sources, ne peut pas, dans aucun cas, il ne saurait prendre partie en faveur de telle ou telle nation belligérante sous prétexte qu'elle mènerait une guerre « défensive » ou qu'elle personnifierait la Culture, ou la Civilisation, ou la Liberté, ou le Prolétariat.

S'adressant aux prolétaires de tous les pays, le Comité d'Action leur dit : « En cas de mobilisation, dressés-vous contre vos propres gouvernements afin de détruire ces instruments de guerre qui se nomment Etat et Armée. Opposez votre solidarité de producteurs aux ordres des fomenteurs de guerre. Par la grève générale et par l'insurrection sur le terrain économique, rendez impossibles les hostilités internationales. »

Dans ces conditions, il paraît impossible au Comité d'Action contre l'impérialisme et la guerre d'accueillir dans son sein les organisations et les partis qui admettent les principes suivants :

- 1° Collaboration de classes ;
- 2° Reconnaissance de la défense nationale.

Et ceci, pour bien préciser que nous ne saurions en aucun cas collaborer avec les organisations admettant la défense nationale, qui pourraient répondre à l'invitation d'entrer au Comité d'Action. Et pour bien préciser également que, si quel que terrain national nous pouvons collaborer avec les non-communistes parce qu'ils nient la défense nationale, il nous est par contre impossible de les suivre dans la voie où s'engage le Comité d'Action, car le gouvernement des Soviets, comme tous les autres, admet non seulement la défense nationale, mais il est prêt à conclure des alliances susceptibles d'aider au triomphe de ses armées.

Notre contre-proposition a été remise à tous les délégués qui nous ont promis de la transmettre à leur organisation respective qui sera appelée à en discuter. Nous serons, en conséquence, convoqués à une prochaine réunion au cours de laquelle le Comité d'Action arrêtera définitivement sa ligne de conduite.

Toutefois, tout en restant momentanément au C.A., nous avons cru devoir, en attendant notre contre-proposition, informer les délégués présents que l'U.A. se retirait dans l'obligation de se retirer dans le cas où la C.G.T.U. et le Comité d'Action maintiendraient leur résolution.

Une fois de plus, nous aurons la preuve qu'il n'y a pas d'accord possible avec les bolchevistes. En vain, nous aurons fait des efforts pour sortir de la démagogie et du bluff et pour dresser contre nos gouvernements assassins un bloc révolutionnaire plus solide que le granit. Oui, en vain ! Mais si une nouvelle guerre éclate, ceux qui ont provoqué l'effritement de ce bloc

en porteront devant l'histoire l'écrasante et éternelle responsabilité.

Quant à nous, du moins nous resterons seuls, nous devions être toujours : « Tous debout contre la guerre, contre toutes les guerres ! Et pour la Révolution sociale ! » Groupes et compagnons de l'Union anarchiste, avouons-nous raison ?

Les délégués de l'U.A. au Comité Central d'Action d'accord pour cette déclaration avec l'unanimité du Comité d'Initiative.

Propos d'un Paria

Les bandes du Coco-Lacour, successeur de l'illustre et regretté Plateau-La Grille — ou le Grille — viennent de se permettre certaines petites privautés à l'égard de nos frères républicains, tels que MM. Caillaux, Modet, Marc Sangnier, etc.

Le soir, à quinze heures, dans des endroits propices à de semblables divertissements, ces messieurs du roy, confiant dans l'appui que ne cesse de leur témoigner le chef du gouvernement républicain, ont inauguré un système d'attaque qui, s'il plus cher qu'un mur, pourrait bien leur coûter plus cher qu'un mur.

Ces arguties supplémentaires, ces glorieux mouchards, ont la prétention de renouveler en France les procédés qui aboutirent, en Italie, à la prise du pouvoir par Mussolini.

Léon Daudet rêve de chemise noire et prétend, de loin, bien entendu, et sous la protection de la police, que débats de cette bande de crétins fanatisés.

Contre cette menace de fascisme, il est logique que tous ceux qui peuvent être visés et qui ne veulent pas être purgés quand ils n'en éprouvent nul besoin, prennent certaines précautions élémentaires.

Tous les partis, des communistes aux républicains inclus, ont naturellement à prendre leurs dispositions pour répondre autrement que par des mots.

Quant à la classe ouvrière, si elle est atteinte, le seul bien croire qu'elle saura, dans la nuit, mettre un peu de plomb dans la tête de ces mouchards.

Dans le dernier numéro du Libertaire, Spartakos me pose la question suivante : « L'Union Anarchiste SEULE est-elle capable d'enrayer cette menace de fascisme ? »

Il fuge que cela est impossible et qu'il convient, par conséquent, de faire confiance au Comité d'Action dans lequel les anarchistes — qui ont raison, certes, Spartakos, de désertir les syndicats, parce que sous la tutelle des communistes — collaboreraient avec ces mêmes communistes, auxquels ils s'efforceraient de faire accepter leurs méthodes d'action.

Je voudrais d'abord, tranquilliser Spartakos et lui affirmer qu'il ne peut entrer dans mon esprit ni, en suis sûr, dans celui des camarades qui partagent ma manière de voir sur les Comités d'Action, aucune idée de chicane ou de division. Nous laissons cela à ceux que guide un intérêt mesquin. Ce ne peut exister chez les anarchistes. Notre but, chez nous, de la propagande, mais pour la propagande. Il y a une nuance !

Mais je reviens à la question, et je réponds : L'Union Anarchiste n'a pas pour mission d'enrayer à elle seule la menace du fascisme, mais plus que de faire à elle seule la République, l'Union Anarchiste est la réunion de tous les groupes autonomes. Le Comité qui assure la liaison entre ces groupes, et auquel le Congrès a fait confiance pour assurer la propagande générale dans tout le pays, n'est pas, comme il a été publié dans l'Humanité, un organisme central, quelque chose comme un Comité Directeur.

Le Comité d'Action contre la guerre, l'impérialisme, le fascisme, etc., est composé en majeure partie de politiciens et a été fondé en vue de répondre aux besoins d'une politique.

Est-ce besoin de citer des appels qui en font la preuve ?

Ce Comité réunit des délégués qui, au nom d'une organisation ou d'un parti, prennent des décisions et engagent, sans discussion préalable, ces organisations ou ces partis. Ce qui est possible pour des troupes disciplinées ne l'est plus pour des anarchistes. Notre l'avons vu lors du défilé au mur des fédérés.

Je suis certainement dans la vérité en affirmant que tous les anarchistes sont prêts à participer à n'importe quelle action contre l'impérialisme, la guerre, le fascisme, et quel qu'en soit le promoteur. Mais je persiste à croire que l'Union Anarchiste ne doit pas, ne peut pas faire figure de parti, qu'elle doit conserver pleine et entière sa liberté d'action et qu'elle peut trouver en elle les meilleures méthodes de faire échec aux turbulences de la camelote royale, tout en se joignant, je le répète, et comme elle l'a toujours fait, à tous les mouvements ayant un caractère révolutionnaire.

Nous ne reconnaissons aucun chef ; notre place et notre besogne sont dans la troupe, non dans l'état-major.

“La nouvelle gloire du sabre”

Paul-Vigné d'Oc, toujours documenté avec exactitude, vient de livrer à nos méditations La Nouvelle gloire du Sabre, vigoureux complément de cet admirable réquisitoire La Gloire du Sabre, que tous les anti-héros, les antimilitaristes ont lu avec une rage concevable et une émotion pleine de frémisses.

Paul-Vigné d'Oc connaît à fond les sujets qu'il traite en une langue vigoureuse, indignée, en un style vivant et évocateur.

Dans La Nouvelle gloire du Sabre, Paul-Vigné d'Oc révèle avec une tristesse pénétrante la cruauté, l'inconscience des militaires professionnels, les criminelles négligences du Service de Santé, le souverain mépris des chefs de guerre pour le Bétail Militaire, bétail mourant faute de soins, dévoré par la gangrène, agonisant sans secours ou presque.

L'auteur de La Nouvelle gloire du Sabre, ancien médecin de marine, n'avance rien qu'il ne prouve.

Les barbares de caserne ne l'aiment guère, et pour cause.

Les cultivateurs de peau et les amiraux le haïssent avec une inlassable continuité.

Je souhaite à La Nouvelle gloire du Sabre de nombreux lecteurs.

Antoine ANTIGNAC.



Compte rendu non officiel

Jusqu'à ce jour, les syndiqués de la C.G.T.U. n'ont connu que les comptes rendus officiels de la C.E. par des extraits publiés dans l'Humanité et dans la Vie Syndicale. Ce n'est pas assez, à mon avis, pour que chacun soit informé suffisamment ; voilà pourquoi je demande l'hospitalité à tous les journaux d'avant-garde.

D'ailleurs, je n'innove rien. Dans l'ancienne C.E. unitaire, le camarade Clavel, alors de la minorité, publiait un son de cloche qui n'était pas souvent au diapason officiel.

Les décisions du Congrès de Saint-Etienne sont schématiquement par la majorité actuelle. Il faut donc mettre les syndiqués et les organisations en garde. C'est ce que je veux faire aujourd'hui.

Je l'ai d'ailleurs annoncé à la C.E. du 25 mai afin qu'il n'y ait pas de surprise. La minorité de la C.E. a bien le droit de défendre par elle-même, sans concours et sans inspiration de l'extérieur, les résolutions de Saint-Etienne.

B. BROUTHOUX.

Mise au point

Dans l'Humanité du 30 mai, je relève le communiqué suivant :

« Le C.I. du 18^e a récemment renouvelé sa commission exécutive dans une assemblée générale, à l'Indépendance, Boudoux, des charpentiers, ayant présenté avec sa liste un ordre du jour de lutte ouvrière avec « la seule arme syndicale ». Posé, des élus, exposa un point de vue moins exclusif de lutte en commun avec toutes les forces prolétaires contre les forces méfies des patrons, Etats, et armées capitalistes. »

Son ordre du jour d'entière confiance à l'U.S.R. et à la Russie ouvrière fut adopté à l'unanimité.

Le 18^e est le centre des syndicalistes révolutionnaires ; ils boudent le Comité intersyndical, parce qu'il est confondu avec le Parti communiste ; donc, à part une vingtaine de militants, les syndicalistes révolutionnaires sont restés chez eux. Le Parti communiste du 18^e possède environ 150 membres syndicaux, 60 à 80 étaient présents. Je ne veux pas, en ce moment, passer en revue certaines personnalités du P.C., ce sera pour une autre fois.

Cependant, pour constater que l'immense majorité ne se réduit qu'à une quarantaine de membres communistes, j'ai tenu à faire cette mise au point. Voici, du reste, l'ordre du jour et la liste de la commission exécutive du Comité intersyndical du 18^e qui fut repoussé, grâce à l'abstention des syndiqués qui font les grèves corporatives et d'action sociale :

Ordre du jour : « Les syndiqués du 18^e, réunis salle de l'Indépendance, après avoir entendu divers militants, approuvent le syndicalisme révolutionnaire, seule arme pour la réalisation des aspirations immédiates et le seul moyen de réaliser la révolution intégrale. »

Voici la liste des camarades que nous présentons pour agir syndicalement à la C.E. du C.I. du 18^e : Mlle Brunet, institutrice ; Le Pen, Buis, Brodoux, pour la Cavalerie, Faudry, Charbonneau, Petitbon, Lawinsky, enballeur, Fournier, terrassier, Boudoux, Sevrès.

Les syndiqués jugeront et compareront. En tout cas nous sommes décidés à arracher le syndicalisme à l'emprise policière. C'est dans l'action que nous tâcherons de montrer la supériorité du syndicalisme révolutionnaire.

En attendant, camarades politicos-syndicaux, ne créez pas victoire. A la prochaine !

J.S. BROUDOUX.

A bas le fonctionnarisme !

Paris, le 1^{er} juin 1923.

Aux membres de la C.E. Nationale du C.D.S. Aux groupes de Paris et de province du C.D.S.

Chers camarades,

Conformément à l'interprétation donnée par l'assemblée constitutive à l'article 5 des statuts du C.D.S., je vous prie de bien vouloir procéder à mon remplacement au poste de secrétaire général du C.D.S.

Estimant, en outre, qu'il est logique que le C.D.S. soit représenté au Bureau Exécutif de l'Internationale syndicale de Berlin par son secrétaire, je vous prie également d'accepter ma démission de membre du Bureau Exécutif de cette Internationale.

J'ai tout dit contre la plaie purulente que représente le « fonctionnarisme syndical » — même lorsqu'il n'est pas réprimé pour tolérer à cet égard une violation de l'esprit très net de nos statuts. Je laisse à d'autres, à ceux qui, hier encore, luttaient à nos côtés pour combattre l'immobilité des fonctions syndicales, le soin de sauter de fonction en fonction, d'organiser en organisme et de nous notifier mon désir irrévocable d'être remplacé dans les fonctions que j'occupe actuellement.

Le C.D.S. étant, sans nul doute, dans l'impossibilité de réunir une assemblée nationale de ses Groupes, d'ici le 1^{er} juillet, date de mon remplacement, je crois de mon devoir de vous indiquer que, conformément à nos principes, une consultation devra avoir lieu à ce sujet.

En conséquence, il me paraît logique de provoquer dès maintenant des candidatures et de les soumettre aux Groupes en temps utile pour que l'élection puisse avoir lieu le 1^{er} juillet.

Ce n'est pas sans émotion, croyez-le bien, que je quitte ce poste de confiance auquel m'a appelé la minorité syndicale de Saint-Etienne. Je le quitte cependant sans crainte, parce que je sais que l'œuvre commencée sera poursuivie et menée à bien. Je ne puis m'empêcher de regarder avec satisfaction le chemin parcouru et je suis heureux de donner ici à tous ceux qui m'aidèrent sans relâche à accomplir la mission dont le C.D.S. fut investi à Saint-Etienne, le témoignage de mes fraternels remerciements.

Le C.D.S. est resté fidèle à sa ligne de conduite et à sa mission et il peut dire, aujourd'hui, que la partie la plus ingrate de sa tâche est accomplie. Bien des vœux se sont ouverts depuis l'imposition de Saint-Etienne, bien des camarades — qui n'étaient pas des nôtres — ont compris le grave danger que nous signâmes et qui ne leur paraissait pas alors. Derrière la lettre tromp

